**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS
PROVINCE DE QUÉBEC**

Québec, le 21 juin 2011

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC
CONSEIL DU TRÉSOR**

875, Grande-Allée est, secteur 1C
Québec (Québec)
G1R 5R8

Madame Geneviève Côté

Conseillère en relations de travail
Direction des relations du travail
Conseil du trésor, Édifice H
875, Grande-Allée est, secteur 1C
Québec (Québec)
G1R 5R8

« LE CONSEIL DU TRÉSOR »

et

**FRATERNITÉ DES CONSTABLES DU CONTRÔLE
ROUTIER DU QUÉBEC (FCCRQ)**

ACCREDITATION : AQ-1004-2137

100-912, rue Commerciale
Casier postal 65
St-Jean-Chrysostome (Québec) G6Z 2L4

Monsieur René Goulet

Président
Fraternité des constables du contrôle routier
du Québec (FCCRQ)
100-912, rue Commerciale
Casier postal 65
St-Jean-Chrysostome (Québec) G6Z 2L4

Monsieur Luc Parmentier
Vice-président
Fraternité des constables du contrôle routier
du Québec (FCCRQ)
100-912, rue Commerciale
Casier postal 65
St-Jean-Chrysostome (Québec) G6Z 2L4

«LA FRATERNITÉ»

DÉCISION DU CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS
(articles 111.16 et suivants du Code du travail)

Le Conseil est composé de M^e Françoise Gauthier, vice-présidente, ainsi que de M^{me} Anne Parent et M^e Judith Lapointe, membres.

- [1] Le 15 juin 2011, le Conseil du trésor (CT) demande l'intervention du Conseil des services essentiels alléguant que les constables du contrôle routier, membres de la Fraternité des constables du contrôle routier du Québec (FCCRQ), exercent des moyens de pression pouvant entraîner des risques pour la sécurité de la population ainsi que sur la qualité des services auxquels ont droit les citoyens, dont les usagers de la route. De surcroît, il allègue que ces moyens de pression engendrent des coûts indus à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).
- [2] Le Conseil du trésor n'ayant pas jugé utile de participer à une séance de médiation offerte par le Conseil, ce dernier convoque les parties à une audience publique afin d'entendre leurs observations conformément aux articles 111.16 et suivants du Code du travail.
- [3] À l'audience tenue à Québec le 20 juin 2011, le CT informe le Conseil que sa preuve portera uniquement sur le moyen de pression suivant : l'émission de Rapport d'infraction général (RIG) en lieu et place de constats d'infraction qui entraîne des retards significatifs dans l'émission des constats d'infraction ce qui cause des inconvénients importants pour les transporteurs routiers.

L'AUDIENCE

- [4] La Fraternité des constables du contrôle routier du Québec représente environ 300 contrôleurs routiers. Ceux-ci sont régis par la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1) et, en vertu de son article 69, ils n'ont pas droit de grève.
- [5] Les parties sont en négociation pour le renouvellement de la convention collective expirée depuis le 1^{er} avril 2010.
- [6] Les contrôleurs routiers sont des agents de la paix spécialistes du Code de la sécurité routière. À ce titre, ils interviennent auprès de l'Industrie du transport des personnes et des biens et sont mandatés pour surveiller différentes normes applicables à tout type de véhicule circulant sur le réseau routier. Ils voient à l'application d'une partie ou de la totalité de 11 lois et 29 règlements.
- [7] Pour réaliser leur mandat, les contrôleurs routiers émettent des infractions qui prennent la forme d'un constat d'infraction ou encore d'un RIG.
- [8] Ces deux moyens de constater une infraction se distinguent par le fait que dans le cas d'un constat, l'infraction est immédiatement signifiée au contrevenant et la pénalité est inscrite sur le formulaire. Dès ce moment, le défendeur a 30 jours pour contester ou enregistrer un plaidoyer de culpabilité. En ce qui concerne le RIG, le défendeur n'est habituellement pas sur place et/ou un complément d'informations s'avère nécessaire pour compléter le travail. Il appartient au Bureau des infractions et amendes (BIA) du ministère de la Justice, d'analyser le RIG afin de déterminer s'il émet un constat d'infraction au défendeur ou s'il a besoin d'un complément d'information ou s'il en recommande le retrait. En pareille situation, les délais de traitement sont plus longs et se situent actuellement autour de 140 jours.
- [9] En octobre 2010, la SAAQ tout comme le BIA constatent une augmentation importante d'émission de RIG par rapport aux constats d'infraction ce qui représente une inversion quant au nombre habituellement émis d'infractions au cours des années antérieures.

- [10] De fait, on remarque que depuis avril 2010, le nombre de RIG se situe à 3388 pour 846 constats comparativement à 521 RIG et 4208 constats pour avril 2009. Cette tendance à une inversion quant au moyen de constater l'infraction émise est maintenue pour tout le reste de l'année 2010. On informe toutefois le Conseil que pour l'année 2011, on ne peut, pour le moment, retenir les données fournies car elles ne sont pas concluantes.
- [11] Une telle augmentation de RIG génère un surcroît de travail au BIA qui a vu ses délais de traitement augmenter et qui prévoit un possible engorgement des dossiers lié à la période estivale et conséquemment, une augmentation des délais de traitement.
- [12] Le CT signale par ailleurs au Conseil que pour chaque catégorie d'infraction, correspond la perte d'un nombre de points. Ces points sont inscrits dans le dossier (communément appelé le bulletin) de tout propriétaire ou exploitant tenu de s'inscrire au registre ou de tout conducteur de véhicules lourds et ce, dès l'émission du constat ou d'un RIG. Ils y resteront inscrits pour une période de deux ans à moins d'un jugement de non culpabilité ou d'un retrait de la plainte. Toujours selon le CT, les délais imputables au traitement des RIG engendrent des inconvénients pour les transporteurs routiers car les points liés aux infractions commises ou non, entachent leurs dossiers jusqu'au traitement de la plainte.
- [13] Le président de la Fraternité a été avisé de la situation concernant l'augmentation de l'utilisation des RIG par le vice-président et directeur général – Contrôle routier en octobre 2010. Une note a de plus été transmise à l'ensemble des contrôleurs routiers par ce vice-président le 2 juin 2011, indiquant que l'émission de RIG plutôt que de constats d'infraction amène des délais inappropriés pour le citoyen et engorge l'appareil judiciaire.
- [14] Les informations fournies par le BIA au chapitre des délais permettent d'établir que 60 % des constats d'infraction se concluent par un plaidoyer de culpabilité. Des 40 % restant, 15 % se règlent par défaut et des 25 % qui sont contestés, il est impossible de connaître les conclusions car le BIA ne collige pas ces données qui sont toutefois transmises à leur mandant soit, la SAAQ.

- [15] La Fraternité indique au Conseil qu'il n'existe aucune obligation pour les contrôleurs d'émettre un constat plutôt qu'un RIG. Elle ajoute que certaines lois comme celle portant sur l'environnement ou sur le taxi demandent qu'un RIG soit émis.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Le conflit

- [16] Les parties étant en négociation pour le renouvellement de leur convention collective depuis avril 2010, le Conseil conclut qu'il y a conflit au sens de l'article 111.16 du Code du travail.

L'action concertée

- [17] La preuve démontre que, du mois d'avril 2010 à décembre 2010, le nombre d'émission de RIG a substantiellement augmenté alors que l'émission des constats a inversement diminuée.
- [18] La Fraternité, tout en admettant ce changement dans le nombre de RIG, ne peut l'expliquer. Elle nie qu'il y ait eu un mot d'ordre incitant ses membres à émettre des RIG plutôt que des constats d'infraction.
- [19] Il est important de bien saisir la portée de la notion de concertation. La doctrine et la jurisprudence québécoise confirment que le terme « concertée » n'implique pas préméditation mais veut dire tout simplement ce qui suit : « de concert », « d'accord » ou « ensemble ». Le Conseil réfère notamment aux affaires *Maurice Blais c. France Nadeau*, (1971) T.T. 176, *Richard Holland c. Antonio J. Francoeur*, (1973) T.T. 34 et *Beauchamp and Carriere*, (1980) 2 Can LRBR 165.
- [20] Il n'est pas nécessaire d'établir l'intention de chacune des personnes d'agir en concertation avec les autres. C'est ce que mentionnent les auteurs D'Aoust et Dubé, dans leur Monographie n° 16 intitulée *La notion juridique de grève en droit canadien*, aux pages 29 et 30 :

La concertation

Le critère de concertation peut généralement se prouver d'une manière objective. Pour qu'un arrêt de travail soit reconnu comme concerté, il suffira que le geste ait été posé collectivement, soit spontanément ou à la demande du syndicat, et que tous les intéressés aient su qu'il s'agissait d'une action collective.

En d'autres termes, le seul fait qu'un certain nombre d'employés cessent ou refusent simultanément de travailler crée une présomption à l'effet qu'ils agissent de manière concertée.

À l'opposé du concept de la concertation l'on peut se retrouver face à une situation où une somme de motivations personnelles, indépendantes et individuelles n'a fait que coïncider, donnant l'apparence d'une grève. Dans une telle situation, pour faire échec à la présomption, les individus concernés devront démontrer que le fait de cesser simultanément le travail n'était qu'une coïncidence et non le fruit d'un geste concerté. On pourra invoquer dans de tels cas, par exemple, la crainte de représailles, la croyance qu'il y avait danger pour sa santé, sa sécurité ou son intégrité physique ou la croyance qu'on exerçait un droit défini dans la convention collective. (nos soulignés)

- [21] Le Conseil ne peut en arriver à aucune autre conclusion, cette situation découle d'une action concertée des membres de la Fraternité.

Le préjudice ou la vraisemblance du préjudice

- [22] Le CT informe le Conseil que les constables du contrôle routier en émettant un Rapport d'infraction général (RIG) en lieu et place de constats d'infraction entraîne des retards significatifs dans l'émission de constats d'infraction ce qui cause des inconvénients importants pour les transporteurs routiers.
- [23] Le Conseil doit déterminer si une telle situation porte préjudice ou est susceptible de porter préjudice à un service auquel le public a droit.
- [24] Malgré l'existence de guides d'utilisation pour un RIG et un constat d'infraction, aucune preuve concluante n'a été présentée au Conseil à l'effet que l'émission d'un RIG plutôt qu'un constat ne respectait pas les politiques de l'employeur. Aucun cas n'a été soumis au Conseil lui

permettant de conclure à l'existence d'un préjudice ni même celle d'une vraisemblance du préjudice au service auquel le public a droit.

- [25] De plus, les données globales portant sur le nombre d'infractions émises par les constables routiers, tant au regard des RIG que des constats permettent au Conseil d'en arriver à la conclusion qu'il n'y a aucun changement quant au service donné. De fait, on dénombre pour l'année 2008, 35 960 infractions, pour 2009, 34 658 infractions et 2010, 33 470 infractions.
- [26] Le Conseil ne peut faire de lien entre ce dossier et celui des policiers de la Ville de Québec¹ où une baisse significative de constats d'infraction existait car dans le cas qui lui est soumis, le service n'a pas changé.
- [27] Certes, l'augmentation de l'utilisation de RIG génère des délais supplémentaires dans le traitement des dossiers et peut causer des inconvénients pour les transporteurs mais aucune preuve ne permet au Conseil de constater la présence d'un préjudice ou la vraisemblance d'un préjudice au service auquel le public a droit. Les contrôleurs font leur travail, l'émission du nombre d'infractions n'a pas changé.

EN CONSÉQUENCE, LE CONSEIL :

- [28] Le Conseil ne pouvant conclure à l'existence d'un préjudice ou à la vraisemblance d'un préjudice au service auquel le public a droit, le service étant rendu, il ne rend pas d'ordonnance. Il continuera néanmoins à suivre le dossier.

LE CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

(S)

M^e Françoise Gauthier, présidente

¹ Fraternité des policiers & policières de la ville de Québec inc. c. Québec (Ville de) 2010 QCCA 54.

(S)

Anne Parent, membre

(S)

M^c Judith Lapointe, membre

M^c Guy Godreau
Joli-Cœur Lacasse Avocats
Procureur du Conseil du trésor

M^c Marie-Christine Dufour
Poudrier Bradet Avocats, S.E.N.C.
Procureure de la Fraternité